

# L'Afrique prépare le sommet du G20

**G20** En 2008, le manque à gagner pour l'Afrique se monte à environ 250 milliards de dollars, perdus suite à la chute des prix du pétrole et des matières premières. Ce chiffre avancé par Donald Kaberuka, président de la BAD, reçu par Gordon Brown la semaine dernière, résume à lui seul les difficultés du continent.



M. Kaberuka a précisé que le continent ne demande que 0,75% de l'ensemble des plans de relance des pays occidentaux.

Par Charles Bambara, Londres

Le sommet du G20 aura lieu le 2 avril à Londres. Ce sommet vise essentiellement à contenir et à résorber la crise économique mondiale qui affecte la planète entière. Pour le préparer et faire

entendre la voix du continent, Donald Kaberuka, président de la Banque africaine de développement, était la semaine dernière à Londres et a rencontré le Premier ministre britannique Gordon Brown, l'hôte du sommet. Plus d'une vingtaine de responsables politiques, des gouverneurs de banques centrales africaines et de ministres des Finances du continent étaient présents à ce rendez-vous préparatoire.

## Les chiffres du plaidoyer pour l'Afrique.

En quelques chiffres, voici l'argumentaire qui constitue le plaidoyer du président Kaberuka, qui veut que l'Afrique ne soit pas oubliée à ce sommet. En 2008, 250 milliards de dollars ont été perdus par l'Afrique en recettes, suite à la chute des prix du pétrole et des matières premières. Face à la gravité de la crise et à ses répercussions sur le continent, la BAD a créé un groupe de surveillance et a même mis au point une carte de vulnérabilité de chaque pays, suivant des paramètres précis pour un meilleur contrôle de la santé financière et économique de tous. On ne peut imaginer un plan de relance de l'économie mondiale qui marginaliserait ou ignorerait les 900 millions d'Africains. Cette année d'ailleurs, l'Afrique, jadis habituée à des taux de croissance de l'ordre de 7 à 8%, se contentera d'un taux de croissance moyen de son PIB de 3,5% seulement. L'hôte du sommet, ainsi que les autres dirigeants des pays nantis, ne peuvent donc ignorer l'Afrique selon M. Kaberuka, car même si l'Afrique n'a pas expérimenté les conséquences premières de la crise, qui se sont traduites par des fermetures de banques, la deuxième vague de conséquences, qui s'est matérialisée par une crise économique aiguë, a perturbé bon nombre de pays africains. Tout d'abord, les pays post-conflits ont fortement ressenti les conséquences de la crise car ils étaient déjà fragilisés. Ensuite, il y a les pays fortement dépendants des exportations de matières premières, comme l'Afrique du Sud, la Zambie, le Nigeria, qui, avec la chute des prix des matières premières et pétrolières,

ont perdu d'importantes devises étrangères qui soutenaient leur croissance.

## 15 milliards pour l'Afrique.

L'incertitude pèse donc, en Afrique comme ailleurs, sur une possible reprise de la croissance en 2010. D'où l'urgence, pour le G20, d'inclure dans ses débats l'Afrique. Et M. Kaberuka de préciser que le continent, dans son ensemble, ne demande que 15 milliards de dollars, soit 0,75% de l'ensemble des plans de relance des pays occidentaux. Puis il a renchéri en disant que ce plan de relance continental ne serait qu'une somme dérisoire si l'on jette un coup d'œil aux bonus des grosses entreprises américaines, britanniques et européennes.

Dans la mesure où cette crise n'a pas pour origine l'Afrique, il faudrait tout faire, selon le premier responsable de la BAD, pour que les Africains n'en subissent pas les conséquences sans actions concrètes pour réparer les dégâts.

## L'apport de la BAD

Donald Kaberuka a aussi précisé que, face à la crise, son institution ne restait pas les bras croisés. La BAD a en effet mis au point trois initiatives pour venir en aide aux nombreux pays africains qui sont venus frapper à ses portes pour demander soutien et assistance. Ainsi une première facilité d'urgence a été créée pour répondre au manque soudain de liquidités en Afrique. Ensuite une autre facilité pour le commerce a été lancée pour permettre aux pays africains de continuer à financer leurs importations et même leurs exportations. Enfin, la banque a initié un plan contre-cyclique pour soutenir les projets-clés sur le continent qui pourraient être menacés d'abandon à cause de la persistance de la crise. La BAD est soutenue dans ces initiatives par la SFI, la Banque mondiale, etc. Enfin la BAD a décidé de doubler son volume d'aide aux pays africains, passant de 5 milliards de dollars par an à 10, voire 11 milliards vers 2011, lorsque les pays riches membres de la BAD auront

effectivement augmenté leurs contributions à l'organisation financière.

## Les déclarations africaines avant le G20

Un peu partout sur le continent les déclarations se multiplient à l'approche de ce rendez-vous important. L'Afrique du Sud, qui est le seul membre officiel africain du G20, affirme

**Dans la mesure où cette crise n'a pas pour origine l'Afrique, il faudrait tout faire pour que les Africains n'en subissent pas les conséquences sans actions concrètes pour réparer les dégâts.**

qu'elle soutient l'idée d'un plan de relance économique en faveur des exportations africaines. Ce sommet intervient, précise-t-on, alors que les pays africains sont frappés par l'instabilité causée par la hausse des prix des denrées de première nécessité, une chute des revenus à l'exportation, ainsi qu'une chute des transferts d'argent vers l'Afrique effectués par les émigrés africains en Europe et ailleurs dans le monde. Le Premier ministre éthiopien, qui participera au sommet en sa qualité de président du NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, a déclaré que l'Afrique doit avoir une réelle opportunité de faire entendre sa voix à Londres. Il a ajouté que le développement de l'Afrique ne devrait pas être affecté par la crise économique mondiale. De son côté, Ellen Johnson Sirleaf, la présidente du Liberia, a déclaré que tout manque de mobilisation de fond pour l'Afrique pourrait se traduire par une résurgence des conflits sur le continent. Elle a ajouté qu'il serait moins cher de financer les gouvernements africains maintenant que d'envoyer plus tard des soldats de maintien de la paix.